



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 09 FÉVRIER 2023

L'an deux mille vingt trois, le neuf février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GODET Nathalie

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
LENUE Françoise (pouvoir à CALVEZ-BARNOT Gaëlle)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
SOUN Véronique (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)
YVINEC Odile (pouvoir à RIOU Michel)

Absents

CANN Joël

Conseil de Communauté du 9 février 2023
Délibération n°DCC2023_039

| | |
|--------------|---|
| Objet | Avenant 3 à la convention établissant le service commun informatique Déploiement du Pack 3 : création d'un service support |
| Rapporteur | Michel CORRE |
| Service | Service Finances |
| Thème | Mutualisations |

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La convention instituant le service commun informatique prévoit une mise en place progressive du service :

- **Pack 1 - Expertise** : Assistance interne à maîtrise d'ouvrage informatique
- **Pack 2 – Sécurité** : Garantir à l'ensemble des membres une immunité collective
- **Pack 3 – Préventif** : S'assurer du bon fonctionnement des équipements informatiques (à distance), mise en place d'une stratégie commune de renouvellement et tendre vers une homogénéisation du parc
- **Pack 4 – Applicatif** : Schéma directeur des systèmes d'information pour le territoire, convergence applicative
- **Pack 5 – Formation** : État des lieux et définition d'un programme de formation
- **Pack 6 – Usages citoyens** : Utilisation de nouveaux canaux de promotion numérique, services en ligne par le biais du portail, diffusion des données ouvertes et promotion de leur réutilisation

Les Packs 1 et 2 ont été déployés en 2020. 21 collectivités y ont adhéré.

L'étude préalable à la mise en œuvre du Pack 3 - « préventif » de la mutualisation informatique a été menée sur l'année 2022. Elle a permis de définir le périmètre du service support commun, son coût ainsi que les modalités de refacturation.

1. Périmètre d'intervention

Le service a pour mission d'assurer :

- Le bon fonctionnement des matériels et équipements informatiques,
- La maintenance corrective des problèmes et incidents rencontrés,
- L'interface avec les éditeurs de certaines solutions,
- La définition d'une stratégie commune de renouvellement des équipements,
- Le conseil et l'accompagnement aux acquisitions.

Afin d'optimiser la gestion des équipements informatiques, des visites préventives sur site sont planifiées annuellement (nettoyage, contrôle, mise à jour et rapport).

Le nombre des visites préventives annuelles et le volume d'heures consacrées à chaque commune par an sont fixés en fonction de la taille du parc informatique des collectivités (petit, moyen, grand ; avec ou sans les écoles). En cas de besoin, les collectivités adhérentes pourront solliciter l'intervention du service support au-delà du nombre d'heures alloué.

2. Coût du service

Le coût du service est calculé pour 21 collectivités adhérentes (20 communes et le SIPP). Il prend en compte :

- Le coût de la masse salariale dédiée,

- Les moyens matériels mis à disposition.

Le coût du service ne comprend pas l'acquisition des matériels et équipements informatiques qui reste à la charge de chaque collectivité sur son budget propre.

3. Modalités de facturation

Le coût global du service est pris en charge par la Communauté et refacturé aux communes annuellement sur la base des coûts fixés en annexe de la convention jointe.

Solidaire envers les communes de son territoire et volontariste en matière de mutualisation, la Communauté prend en charge la participation financière des communes non adhérentes au service support commun afin de ne pas pénaliser les communes adhérentes.

Ainsi, le coût du service sera refacturé sur la base du coût annuel réellement constaté dans la limite des montants figurant en annexe de la convention jointe. Le solde du coût annuel du service support sera pris en charge par la Communauté.

4. Conditions de mise en place du service support

7 communes ont manifesté leur intention d'adhérer au service support commun dès 2023.

Les moyens humains nécessaires à l'accomplissement des missions de conseil et d'assistance informatique auprès des 7 communes sont évalués à 1 ETP (un poste de technicien administrateur systèmes et réseaux).

Le solde restant à la charge de la Communauté en 2023 est estimé à 15 000 € et comprend en partie les acquisitions matérielles nécessaires à la mise en place du service (véhicule, équipement informatique de l'agent).

Le service support commun débutera son activité suite au recrutement du technicien en charge de ces missions, soit le 2 mai 2023.

Le service support commun produira à chaque collectivité adhérente, à l'appui de la facturation annuelle, un rapport d'activité détaillant ses interventions et le temps passé.

L'évolution du service et un compte rendu de son activité figureront également au rapport de mutualisation établi annuellement et présenté au conseil de Communauté.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le projet de convention et ses annexes,

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 26 janvier 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 10 janvier 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les dispositions de l'avenant n°3 à la convention de mutualisation du service informatique, instituant le service support commun,

Article 2 : Autorise le Président à signer l'avenant n°3 à la convention de mutualisation du service informatique.